

Le traité de Sèvres



«Le traité de Sèvres est une occasion pour l'Arménie, et toute possibilité doit être saisie si des mesures sont prises dans ce sens. Malheureusement, Erevan ne fait rien pour,» a déclaré le directeur du Centre Modus Vivendi, **Ara Papian**.

"Le traité de Sèvres est un document important, politique et juridique. Politique, car il y a des paragraphes sur l'Arménie et le Kurdistan, qui n'ont pas encore été mis en œuvre, mais leur importance reste réelle. Avec l'escalade des combats d'aujourd'hui, les Kurdes y font référence. En termes juridiques, il est important aussi parce qu'il est l'un des motifs sur la base duquel un prix arbitraire a été accordé. Pour ce qui concerne la ratification ou non du document, ce n'est pas le plus important car le droit international stipule que si l'accord a été signé entre deux parties acceptant, il est contraignant, indépendamment de la ratification", a souligné Papian.

L'expert note que l'Arménie n'a pas mené de politique ferme envers la Turquie. La politique qui a été menée dans le cadre des protocoles de Zurich était une politique de demandeur, et qui n'a pas produit de résultats.

"Le Traité de Sèvres et la décision arbitrale de Wilson sont des leviers, des moyens de coercition pour obtenir quelque chose de la Turquie. Si nous ne soulevons pas la question, personne ne le fera pour nous. Beaucoup de gens se demandent pourquoi les Etats-Unis n'ont pas soulevé la question compte tenu de la décision arbitrale [de leur président]. Si nous réussissons à amener la question sur le terrain de la politique moderne, et si des mesures cohérentes sont prises, il peut y avoir des pays qui coopèrent. Et puisque nous ne faisons rien, nous ne pouvons pas savoir qui est intéressé et qui ne l'est pas. Et il est évident que le nombre de pays qui sont prêts à mettre la pression sur la Turquie est en augmentation", a-t-il précisé

Ara Papian note que la déclaration pan-arménienne du Centenaire du génocide a une clause sur la création d'un groupe de travail. Cependant, aucun travail pratique n'a été constaté.

"Dans la pratique, ce groupe n'existe pas. Quelque chose a été créé, mais aucun travail effectif n'est fait. Il est bon qu'une telle déclaration ait été faite, mais

cela ne suffit pas. En politique, il est nécessaire de travailler constamment pendant des années pour promouvoir la question et de la mettre dans des conditions favorables. Et vous ne pouvez obtenir quoi que ce soit, sauf si vous faites quelque chose.

Ainsi, les dirigeants auraient dû agir il y a longtemps, car dans ses frontières actuelles Arménie n'est pas un État viable. Et ce n'est pas un hasard qu'ils parlent déjà à propos de l'unification avec la Russie et ainsi de suite. Soit l'Arménie veut devenir grande et puissante, soit elle veut devenir la province d'un pays, c'est à dire qu'elle n'existera plus en tant qu'État. Bien sûr, la seconde option est beaucoup plus facile, alors qu'il faudra beaucoup de travail difficile pour réaliser la première, pour devenir grand et puissant. C'est seulement en devenant grande et puissante que l'Arménie survivra", a-t-il ajouté.